



Résumé: Le débat politique autour de la crise de l'euro en France et en Allemagne - stratégies de sortie de crise nationales et dynamiques d'europanisation

Après des considérations méthodologiques préliminaires et une discussion des comparaisons historiques, des transferts, de l'*histoire croisée* ainsi que des perspectives transnationales, la première partie de la thèse présentera les fondements des cadres économiques et politiques nécessaires à l'intégration monétaire. Dans une deuxième section, les différentes étapes de l'intégration économique et monétaire européenne seront retracées dans une perspective franco-allemande. Un troisième chapitre mettra en évidence les faiblesses structurelles de l'Union économique et monétaire, qui ont favorisé le développement d'une crise de la dette souveraine dans la zone euro et ont ensuite fait l'objet de débats sur la réforme du fonctionnement de la monnaie commune. Dans un quatrième chapitre central, les modèles argumentaires dominants seront ensuite élaborés.

Dans l'analyse des débats autour de la crise de l'euro et des mesures de réforme à prendre pour l'Union économique et monétaire en Allemagne et en France, on a cherché à savoir dans quelle mesure les modes de perception et d'argumentation convergeaient entre les deux pays au sein des courants politiques. On s'est interrogé pour savoir quels facteurs représentaient les conditions socio-politiques spécifiques au niveau national. Sur cette base, des références et des interactions transfrontalières sélectives ont pu être identifiées. Le processus d'europanisation, dans le sens d'une harmonisation croissante de l'élaboration des politiques nationales, n'a pu être identifié que de manière limitée. Il est vrai que la monnaie commune représentait un cadre de référence global, qui s'est traduit par des objectifs largement partagés de stabilité de l'euro et de coordination économique plus étroite entre les États membres. Néanmoins, des différences fondamentales sont apparues dans un grand nombre de questions de détail sur la poursuite du développement de l'Union économique et monétaire, qui peuvent être en partie attribuées aux orientations de politique européenne, financière et économique spécifiques à chaque pays.

Dans leur interprétation des causes de la crise, la majorité des acteurs étudiés en Allemagne et en France ont montré des convergences dans leur perception de marchés financiers insuffisamment réglementés et dans leur critique de la trop grande influence des agences de notation américaines. En outre, le débat conservateur-libéral sur le contexte d'une crise de la dette souveraine et la discussion sur la responsabilité financière et politique de l'État grec, qui a dominé en Allemagne, n'a pas eu d'équivalent en France. Le débat français, quant à lui, s'est davantage concentré sur les déséquilibres engendrés par le fonctionnement de l'Union économique et monétaire prévu par le traité de Maastricht et le traité de Lisbonne.



En ce qui concerne la coordination économique et les priorités de politique économique pour la zone euro, des convergences entre conservateurs français et membres de l'Union et des libéraux en Allemagne ont pu être identifiées dans le domaine des politiques de réforme et de consolidation. Les acteurs de gauche des deux pays ont également partagé l'objectif de promouvoir la croissance au niveau européen. Par ailleurs, les divergences traditionnelles franco-allemandes ont persisté sur le plan organisationnel d'une coordination plus étroite des politiques économiques au sein de la zone euro. En ce qui concerne le concept d'une gouvernance économique, les partis conservateurs allemands ont repris le terme dans leur rhétorique, sans pour autant le rendre opérationnel. Pour la majorité des acteurs du conservatisme et du libéralisme allemands, la perspective d'une quelconque gouvernance économique européenne représentait une centralisation et donc une attaque directe contre la souveraineté de la République fédérale en matière de politique économique.

Les points de vue sur le rôle de la Banque centrale européenne dans la gestion de la crise ainsi que sur la future architecture de l'UEM ont clairement montré des idées divergentes en Allemagne et en France, chacune conservant ses traditions et son mode d'organisation économique. Dans le débat français, il y a eu un large consensus sur l'objectif d'élargir les fonctions de la banque centrale à la fois pour améliorer les conditions de refinancement des États de l'Union et pour soutenir la croissance économique. En Allemagne, en revanche, les mises en garde contre une atteinte à l'indépendance politique de la banque centrale se sont répandues jusqu'à atteindre les sociaux-démocrates et les autres courants de gauche, de sorte que les transformations de la BCE discutées en France n'ont été reprises que par de petits groupes en Allemagne. Le débat allemand a été fortement dominé par les préoccupations relatives à un changement de statut de la BCE, tel qu'il a été rédigé dans le traité de Maastricht sur la base du modèle de la Bundesbank. En conséquence, toute relativisation du statu quo a été sévèrement combattue par la presse conservatrice en lançant des avertissements quant aux effets inflationnistes imminents des mesures non conventionnelles de gestion de la crise.

La notion de solidarité au sein de l'Union économique et monétaire en Allemagne et en France était largement convergente, car l'instabilité de la Grèce a été perçue comme une menace potentielle pour la zone euro. Des instruments correctifs ont été recherchés pour maintenir l'Union monétaire dans sa forme actuelle. Dans le même temps, les débats politiques en Allemagne ont été dominés par des discussions juridiques et économiques sur d'éventuels dysfonctionnements suite à une pérennisation de transferts financiers.

La perspective d'une transformation globale de l'Union européenne en une union politique n'a retenu que très peu d'attention, aussi bien du côté français que du côté allemand. L'idée d'une intégration plus poussée pour ancrer des instruments de contrôle budgétaire plus contraignants, qui était majoritaire dans le débat allemand, n'a pas répondu aux attentes de la



Université
franco-allemande
Deutsch-Französische
Hochschule

majorité des acteurs politiques en France et n'a pas été reprise. Dans le débat français, le modèle d'une Union européenne comme garde-fou dans une compétition économique et politique s'intensifiant au niveau mondial était largement répandu, indépendamment des orientations politiques des partis. Les conservateurs et les libéraux allemands n'ont toutefois répondu à l'idée française d'une *Europe forte* que par des plans visant à accroître la viabilité de la dette et la compétitivité par des réformes structurelles sous responsabilité nationale. Dans le spectre politique de gauche, on a pu observer des demandes unanimes en faveur d'une composante sociopolitique plus forte de la construction européenne, mais celles-ci ne s'inscrivaient pas dans un thème directeur commun et primordial pour l'intégration ou un objectif partagé à long terme pour l'Union européenne.